

## **Jamaâ Baida**

### **Le communisme au Maroc pendant la période coloniale (1912-1956)**

<1>

Le communisme a fait son entrée au Maroc dans les valises des ressortissants français qui y ont créé, dès les années vingt, une section du Parti Communiste Français (PCF) et autres amicales syndicales affiliées. Cependant, les communistes, dès le début, eurent du mal à partir avec la politique du Général (puis Maréchal) Lyautey, représentant à Rabat de la République française mais quasiment monarchiste. Ce dernier avait déjà, dès 1915, apposé une étoile verte à cinq branches au milieu du drapeau marocain alors rouge uniforme, une couleur jugée par lui quelque peu séditeuse dans le climat international ayant précédé la révolution bolchevique.

#### **Le black out**

<2>

La guerre du Rif, entre 1921 et 1926, a attiré l'attention des communistes à travers le monde sur cet événement. Un élan de solidarité s'est alors amplifié en France et ailleurs; la propagande communiste par le biais des tracts et de la presse s'en fit l'écho. Un certain Nguyen Aï Quoc, pseudonyme sous lequel se cachait Ho Chi Minh, reprocha dans un article incisif publié dans le *Bulletin communiste* du 31 octobre 1924 au Maréchal d'interdire au Maroc l'affichage dans les lieux publics de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Pour faire face à cette campagne en provenance de l'étranger, la Résidence Générale de Rabat avait multiplié les interdictions de journaux de gauche en provenance de l'étranger et notamment de la "métropole". Sur 89 interdictions prononcées entre 1914 et 1927, 62 ont lieu en plein guerre du Rif. En outre, dans le même contexte, des journaux communistes en arabe ou en français et arabe ont été édités en France par le PCF à l'intention des ouvriers maghrébins, dont bien entendu des Marocains: *El-Kazirna (la caserne)*, *Al-Fabrica*, *Al-Alam al-Ahmar*, *Al-bayraq al Ahmar*, *Al-Liwa al -Ahmar*, *Ar-Raya al-Hamra* ... L'introduction au Maroc a été refusée à toutes ces publications en 1926 et 1927. Ces mesures visaient, dans l'esprit des autorités coloniales, la défense de la sécurité intérieure du Maroc; un argument développé par Jacques Ladreit de Lacharrière dans le *Bulletin de L'Afrique Française* et dans un opuscule publié à Paris en 1929 sous le titre "Le communisme et l'Afrique du Nord". Dans ledit bulletin, il écrivit en 1928:

"[...] il faut donner l'exemple chez nous, à Paris, en supprimant les officines d'où s'envolent, sous le signe de la faucille et du marteau, les feuilles rédigées en arabe, en russe, en bulgare, etc. destinées à préparer la destruction au Maroc de toute civilisation française et humaine".<sup>1</sup>

<3>

Une certaine psychose devait régner à la Résidence Générale, puisque l'interdiction frappait quelquefois des journaux qui n'avaient quasiment aucune chance d'être lus au Maroc. Ainsi, en 1934, l'interdiction du journal polonais POBUDKA (Réveil), hebdomadaire socialiste de Varsovie, a suscité un commentaire ironique de *La Voix Indigène* de Constantine (6 décembre):

"Une feuille polonaise qui, par LA NOTORIETE COURANTE DE CETTE BELLE LANGUE PARMIS NOS POPULATIONS aurait constitué évidemment un danger redoutable pour l'influence française en Afrique du Nord".

<4>

L'action des communistes ne se confina cependant pas dans les villes de Casablanca, pôle économique, et de Rabat, capitale administrative du pays. L'affaire du tract "Le Maroc Rouge",<sup>2</sup> à Meknès, en est une illustration.

<5>

Sa parution au milieu des années trente est une conséquence du procès intenté à Meknès par les autorités militaires contre Jules Dumont. Ce dernier, capitaine de réserve plusieurs fois décoré, était accusé de tenir en milieu marocain des propos contre la présence française et d'y propager des journaux interdits tels que *L'Humanité* et *Al-Charq al-Arabi* (L'Orient Arabe). Le tribunal prononça à son encontre un lourd verdict, le 15 janvier 1935; il fut déchu de ses médailles, rayé de son cadre d'officier de réserve et expulsé du Maroc.

<6>

En signe de solidarité, ses amis communistes du Maroc, qui n'avaient pas encore une existence politique structurée, publièrent, à Casablanca, *Le Maroc Rouge*. C'était un journal clandestin qui se présentait comme "Organe du Parti Communiste Marocain"; il était adressé à ses éventuels lecteurs par la voie de la poste. Sa manchette était illustrée par la faucille et le marteau, l'emblème des républiques socialistes soviétiques. Cette publication avait plus la forme d'un tract que d'un vrai journal puisqu'elle ne comportait

---

<sup>1</sup> Jacques Ladreit-Lacharrière: La défense de la paix intérieure du Maroc, in: L'Afrique Française, janvier 1928, 18.

<sup>2</sup> Cf. Jamaâ Baida: La presse marocaine d'expression française des origines à 1956. Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Rabat, Rabat 1996, 170-171.

que deux feuilles manuscrites et photocopiées au stencil.

<7>

Le 1<sup>er</sup> numéro du *Maroc Rouge* vit le jour le 1<sup>er</sup> février 1935, deux semaines après le verdict sévère prononcé contre Jules Dumont, tandis que le second sortit le 1<sup>er</sup> mars. Ils furent tirés chacun à quelque 500 exemplaires;<sup>3</sup> mais les services de police, effrayés par un prétendu "complot communiste" de grande envergure, succombèrent à l'exagération et décuplèrent ce chiffre dans leurs rapports. Le premier numéro publia le "manifeste" du parti communiste marocain.

<8>

*Le Maroc Rouge* fut interdit officiellement dès le 19 février, mais ses auteurs purent encore faire circuler un deuxième et dernier numéro dans lequel on pouvait lire notamment:

"Au Maroc, est-il permis, oui ou non, d'être communiste? Ou bien le colonel de La Rocque<sup>4</sup> a-t-il seul le monopole des opinions permises? [...]. L'inique procès monté de toutes pièces par la police sur les ordres de l'impérialisme français a produit, sur les masses indigènes du Maroc entier, l'effet d'une révélation fulgurante. De Marrakech à Ouezzan, de la Chaouia au Tafilalet, sous la tente du Berbère ou le gourbi arabe, aussi bien dans les clubs clandestins d'étudiants, on le sait maintenant qu'un parti, en France et dans le monde entier, ose prendre ouvertement la cause des peuples opprimés et crier à la face des gouvernants de l'heure: "Vous n'avez pas le droit de tenir ce peuple en esclavage!".

<9>

Bien entendu, cet appel n'avait aucune chance d'être entendu ni par le Berbère *sous sa tente*, ni par l'Arabe *dans son gourbi*; les Marocains n'étaient pas encore perméables au discours marxiste-léniniste prôné par *Le Maroc Rouge* en langue...française!

<10>

Mais le message était certainement perçu par les militants communistes, dont la grande majorité était européenne: français tout d'abord, ensuite un petit nombre de républicains Espagnols et d'Italiens antifascistes. Par le biais des luttes syndicales, le recrutement touchera peu à peu les Marocains, musulmans et juifs, bien que la législation en vigueur interdise toute activité syndicale aux Marocains.

---

<sup>3</sup> Albert Ayache: *Le mouvement syndical au Maroc*, tome I: 1919-1942, 162.

<sup>4</sup> Le leader des Croix de Feu passait pour un fasciste dans l'opinion de gauche. L'avis des historiens à son propos est plus nuancé.

## Le sursis

<11>

Le *black-out* imposé aux communistes a continué jusqu'en 1936. Avec l'avènement du Front Populaire en France, le gouvernement Blum a nommé au Maroc le général Noguès comme Résident général. Ce dernier, rompant avec la politique ultra conservatrice de son prédécesseur, Marcel Peyrouton, s'ouvrit sur les tendances jusqu'alors bannies au Maroc, à savoir le mouvement national marocain et les forces françaises de gauche. Le fait qu'il reçoive à Rabat une délégation du Parti Communiste est interprété comme un signal fort. Désormais, ce parti allait même avoir sa presse pour propager ses idéaux: d'abord *Clarté*, à Casablanca, ensuite *L'Espoir* à Rabat. Grâce à une base de militants assez large, essentiellement à Casablanca, le Parti communiste a trouvé un vivier parmi les ressortissants européens: cheminots, enseignants, postiers, petits commerçants, etc. Mais à ce stade, c'était encore la région du Maroc du Parti Communiste Français. D'ailleurs, le journal *Clarté*, qui a vu le jour le 19 décembre 1936, se présentait tout d'abord comme "organe régional du Parti Communiste, Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC)", puis comme "organe régional du parti communiste au Maroc" afin de mieux souligner sa spécificité marocaine. Le choix de *Clarté* comme titre était un hommage à l'écrivain et militant communiste français Henri Barbusse qui avait fondé un groupe de réflexion sous cette appellation et qui venait de décéder à Moscou (1935).

<12>

*Clarté* se voulait La *Pravda* marocaine<sup>5</sup> et le porte-parole de la classe laborieuse. Le leader du parti était Léon-René Sultan, juif algérien de nationalité française admis au barreau de Casablanca depuis novembre 1929. Son origine algérienne et sa connaissance de l'arabe lui permirent de s'ouvrir, encore timidement certes, sur les milieux autochtones, musulmans et juifs. Il tint dans le journal *Clarté* la rubrique "politique marocaine" où il signait des articles sous le pseudonyme de Marc Forclaude. L'hebdomadaire communiste réclama diverses réformes sociales, économiques et politiques en faveur des Marocains, mais refusa de considérer le jeune mouvement nationaliste "bourgeois" comme le vrai porte-parole de leurs aspirations. Dans son optique, le moment était mal choisi, alors que les communistes français apportaient leur soutien au gouvernement Léon Blum, de présenter des revendications susceptibles de créer des difficultés aux nouveaux dirigeants de la France. Malgré le souci de *Clarté* de ménager le représentant au Maroc du Front Populaire, qui a toléré son existence, elle ne manqua pas de relever l'anachronisme du fait de continuer à interdire la circulation au Maroc de publications communistes françaises comme *L'Humanité*, *La Correspondance*

---

<sup>5</sup> *Clarté*, 29 mai 1937.

*Internationale, Les Cahiers du Bolchevisme, La Défense et L'Avant-garde.*<sup>6</sup>

<13>

Dans un contexte international où le "péril rouge" était à la fois une réalité et une chimère, les autorités coloniales s'ingéniaient pour contrecarrer l'action des communistes européens au Maroc et surtout éviter la "contagion" dans le milieu "indigène". Cependant, cette action est demeurée longtemps confinée dans le milieu européen. Certes, l'avènement du Front Populaire en France en 1936 et les développements de la guerre civile espagnole ont annoncé au Maroc un renforcement de la présence communiste, voire un début de la "marocanisation" de la base du Parti Communiste au Maroc (PCM), mais cette tendance fut de courte durée puisqu'elle fut suspendue en 1939, comme conséquence du Pacte germano-soviétique, pour ne reprendre qu'en 1943.

<14>

Des dissensions au sein des rangs communistes ont entraîné la disparition de *Clarté* en juillet 1937 après avoir livré son 28<sup>ème</sup> numéro. Après la constitution du Parti Communiste du Maroc, au printemps de 1938, il fallut combler le vide laissé par la disparition de *Clarté*. Le 1<sup>er</sup> mai de la même année, le journal *L'Espoir* vit le jour à Rabat. Cette fois, le titre fut emprunté à l'ouvrage qu'André Malraux venait de consacrer à la guerre civile espagnole;<sup>7</sup> les communistes pensaient à tort que l'écrivain français était proche de leurs thèses.

<15>

Le spécialiste des questions marocaines dans l'équipe de *L'Espoir* était Jean Dresh, professeur agrégé d'histoire et de géographie. Il animait la rubrique "Le Maroc et nous" dans laquelle il faisait preuve d'une profonde connaissance du pays et des gens. Si la plupart des journaux français du Maroc s'accordaient à faire l'éloge de l'ère lyautéenne, *L'Espoir*, notamment sous la plume de Dresh, accablait cette époque en la rendant responsable de la prolétarianisation des autochtones, mais aussi de l'émergence et du renforcement des grands caïds et pachas tel El-Glaoui.<sup>8</sup> Cette façon d'accabler une expérience antérieure comblait, en quelque sorte, l'absence de critiques directes contre Noguès qui avait fait à la presse communiste sa petite place au soleil. Le déclenchement de la Seconde Guerre Mondiale vint suspendre la marche de *L'Espoir* qui disparut après son 34<sup>ème</sup> numéro daté du 12 août 1939.

---

<sup>6</sup> *Clarté*, 30 janvier 1937.

<sup>7</sup> André Malraux: *L'Espoir*, Gallimard 1937, 369.

<sup>8</sup> *L'Espoir*, 5 novembre 1938 et 3 juin 1939.

<16>

Parmi les musulmans, une figure s'est cependant fait remarquer très tôt; il s'agit de Mehdi El-Meniai, président des anciens élèves du collège musulman de Fès, homme de théâtre et journaliste. Il publia, en 1937, une brochure intitulée: "Les crimes du fascisme au Maroc".

## **Communisme et nationalisme**

<17>

Pendant la Seconde Guerre Mondiale, la répression qui s'abattit sur les forces de gauche n'empêcha pas l'apparition éphémère, en 1942, d'un journal clandestin portant un titre en arabe, *El-Watan*, bien que rédigé en langue française. Ce journal, ou plutôt cette brochure, lança le mot d'ordre d'indépendance dès sa première livraison. Ce sera plus tard une fierté des communistes marocains quand il va falloir mettre en exergue leur patriotisme pour rivaliser avec les militants du parti d'Allal El-Fassi, l'Istiqlal. C'était une nécessité car les communistes français du Maroc n'ont pas toujours applaudi les appels à l'indépendance du Maroc perçus comme des "mots d'ordre aventureux".<sup>9</sup> Au lendemain du Manifeste de l'Istiqlal en janvier 1944 et de la répression policière qui s'en suivit, la gauche reprocha aux nationalistes de mettre en avant le slogan d'indépendance alors que les circonstances imposaient d'unir tous les efforts, des Marocains et des Français, contre le capitalisme. Le journaliste Michel Mazzella exprima ce point de vue dans l'organe du PCM, *Espoir*, en date du 5 août 1945:

"Est-ce que le slogan "d'abord l'indépendance" a réussi à apporter un peu de bien être aux populations du pays? Leur a-t-il fait accorder les droits démocratiques les plus élémentaires?

Nous disons: non, bien au contraire. Il n'a pu que faciliter le jeu des hommes des trusts, des féodaux, des seigneurs de la colonisation qui ont trouvé le prétexte à division.

[Deux lignes censurées]

A tel point que nous posons la question suivante: ne sont-ils pas les véritables auteurs de ce slogan?"

<18>

C'était en fait un point de vue qui faisait écho à l'attitude du PCF. Le militant communiste Joany Berlioz avait tenu, quelques mois avant Mazzella, à peu près les mêmes propos dans les *Cahiers du Communisme* (4 février 1945):

"Le sort lamentable des Arabes et des Berbères est évidemment un terrain favorable à la propagande antifrançaise de prétendus nationalistes qui bavardent

---

<sup>9</sup> L'Espoir, 12 août 1945.

sur une "indépendance" ou un rassemblement "pan-arabe" impossible à concevoir dans l'état économique présent de l'Afrique du Nord, autrement que comme un passage sous une domination différente. Mais elle n'a de prise que sur des cercles limités liés à la féodalité musulmane ou influencés par elle, qui pense que ce changement renforcerait ses positions".<sup>10</sup>

<19>

L'attitude hostile des communistes du Maroc à l'égard du mouvement national "bourgeois" allait peu à peu évoluer au fur et à mesure de la marocanisation de la base du Parti. Cette marocanisation est d'ailleurs de plus en plus visible après le décès de René-Léon Sultan (juin 1945) et son remplacement par Ali Yata. Le parti abandonna même, chose très significative, l'appellation de *Parti Communiste du Maroc* à laquelle il préféra, désormais, celle de *Parti Communiste Marocain*. Le 4 août 1946, ce dernier marqua un tournant décisif en adoptant un manifeste dans lequel il fit sienne la revendication de l'indépendance.<sup>11</sup> Cette nouvelle orientation permit le rapprochement des communistes avec certains nationalistes et avec le Palais. Dès le 26 août 1946, une délégation du PCM, composée d'Ali Yata, d'Ahmed Mahdi et de Michel Mazzella, fut reçue par le Sultan Sidi Mohammed Ben Youssef; une audience jugée inopportune par la Résidence Générale, mais qui fera date.

<20>

Cette évolution s'est reflétée dans le contenu de la presse communiste au Maroc, aussi bien dans *Espoir* publié en langue française comme organe central du parti que dans *Hayat Ech-Chaab*, publiée clandestinement à cause du refus des autorités d'autoriser une publication communiste de langue arabe. Le journal *Espoir*, désormais dirigé par le Marocain Abdessalam Bourquia, était de plus en plus ouvert aux plumes marocaines. Dans la lignée des nouvelles orientations du parti, le journal communiste n'omettait pas d'accorder un certain intérêt aux fêtes musulmanes et de présenter ses félicitations aux lecteurs musulmans à l'occasion des fêtes religieuses. Par ailleurs, il apportait son soutien à la revendication nationaliste de faire de la langue arabe la langue officielle du pays.<sup>12</sup> Les communistes marocains ne cessaient alors pas d'appeler, mais en vain, les principaux partis nationalistes, en l'occurrence l'Istiqlal et le Parti Démocratique de l'Indépendance, à la constitution d'un front national commun. Des facteurs à la fois d'ordres endogènes et exogènes font que le parti communiste a souvent été écarté par les autres partis nationalistes marocains. Au mois d'avril 1951, les quatre partis marocains réunis à Tanger pour constituer un Front National Marocain (Istiqlal, PDI, PRN

---

<sup>10</sup> Cité par Jacob Moneta: La politique du PCF et la question coloniale (1920-1963), 152-153.

<sup>11</sup> L'Espoir, 11 août 1946.

<sup>12</sup> L'Espoir, 26 janvier 1947.

et PUM) ont sciemment ignoré les communistes. Il faut dire que l'ombre de la Guerre Froide n'était pas étrangère à certaines prises de position. Un militant istiglalien, Abderrahmane Anegai, membre du Moroccan Office of Information and Documentation aux USA, a écrit dans *New York Herald Tribune* du 27 juillet 1953: "De longs articles seraient nécessaires pour exposer l'histoire de la lutte entre l'Istiqlal et les communistes".<sup>13</sup> De son côté, le journal tangérois, *Al-Oumma*, renchérit en s'adressant à l'Oncle Sam:

"Sois avec Nous contre le colonialisme, Nous serons avec Toi contre le communisme".<sup>14</sup>

<21>

Dans le climat de la Guerre Froide, le communisme était devenu, dans certains milieux, un épouvantail auquel on avait recours pour discréditer l'adversaire. Ainsi, Monseigneur Amédée Lefèvre, vicaire apostolique de Rabat, était-il devenu l'Evêque Rouge lorsqu'il avait opté pour une conduite politique contraire aux aspirations des tenants de la présence française au Maroc. De même, le Sultan, pour une certaine opinion ultra-colonialiste était devenu tantôt un agent du III<sup>ème</sup> Reich, tantôt celui de Moscou. Même le président de la république française, Vincent Auriol, voyait la main de Moscou derrière Mohammed V et derrière Bourguiba.

<22>

Bref, les événements des Carrières Centrales à Casablanca, en décembre 1952, à la suite de l'assassinat en Tunisie du syndicaliste Ferhat Hached, servit de prétexte aux autorités officielles pour parler d'une collusion istiglalo-communiste et prononcer l'interdiction de tous les partis nationalistes, le PCM compris. Ce dernier avait pu reprendre son activité en 1956 avec l'avènement de l'indépendance, mais au paroxysme des luttes politiques à l'intérieur du Maroc et des impératifs de la Guerre Froide sur le plan international, il fut dissout en 1959. Autorisé une dizaine d'années plus tard, en 1968, sous l'appellation du Parti de la Libération et du Socialisme (PLS), il fut aussitôt interdit de nouveau en 1969. En 1974, il se transforma en Parti du Progrès et du Socialisme, appellation qu'il garde jusqu'à aujourd'hui. Bien entendu, les slogans d'hier font partie de l'histoire.

### **Auteur:**

Jamaâ Baida est Professeur d'Histoire contemporaine à l'Université Mohammed V-Agdal, Rabat, et Directeur des Archives du Maroc.

jam.baida@gmail.com

---

<sup>13</sup> Cité par Robert Rézette: Les partis politiques marocains. 2<sup>ème</sup> édition, Paris 1955, 220, note 6.

<sup>14</sup> Editorial du 20 mars 1954, cité par Amina Ihraï-Aouchar, 177.



# جريدة الشعب

يصدرك جريدة - 19 مايو 1950  
مواقيت 7 شعبان 1369

اللمان المركزي الحزب الشيوعي المغربي  
العدد الرابع - العدد 37

## تحرير القبلة الذرية

بمكدا يبتدئ نداء استوكهولم  
والشعوب كل الشعوب ورجال السلم والحرية كل رجال السلم والحرية بالعالم يتجهون  
لجمع الملايين من الأضادات.

ونداء استوكهولم صدى عظيم لا قرب الآباء والامهات والعمال والعلماء ولكن  
قرب كل انفسان له آمال في مستقبلنا وهو في عالم جديد.

لقد تزلزلت من اجله بروج تحار الحروب ومسيرتها. لقد ارتعش خوفها امام عملية  
الاحتجاجات بركنوا الى خدامهم واحبروهم على استعمال دعابة التخليص والتسوية  
منهم من يزعم ان مسير الولاى العام الهينة الامم المتحدة الى عاصمة الاتحاد  
الصفويانى قصد مشافهة شخصيات اسوقياتية ويكنون انه ذهب بالريح ويسرع  
بالريح

ارولئك يتسامون عن التاريخ وخاصة عن تاريخ الدولة الاشتراكية العظمى  
التي اتخذت باهى بدء فرار سلمى ولم تزل تتابع سياستها السلمية الى الان كما  
يستخرج من مرفقها واخرجات ممثلها صدر بعثة الدول المتحدة.

واخرون باسم الانسانية وفي الحقيقة باسم اعداد الانسانية يطالبون  
بتحريرهم كل الامثلة وفي الوقت نفسه يمتنعون من توقيع نداء استوكهولم  
تدريج بك تدجيل فادح

والقبلة الذرية سلاح النقول سلاح اباداة البشر والفضاء على الانسانية جمعاء  
وعلى كل من نتج عن افكارها.

والقبلة الذرية، عند ذوي الالباب كبعض الفادات العمكريين لا يمكنها ان  
تم حربا وتتميم في هزيمة بل يمكنها بلاريب التهلكة والخراب.

لماذا من ظفر بالكثير يمكنه القضاء على الغليل وكما هنا ضد تحرير القبلة

Abb. 1: Hayat Ech-Chaab, journal communiste clandestin